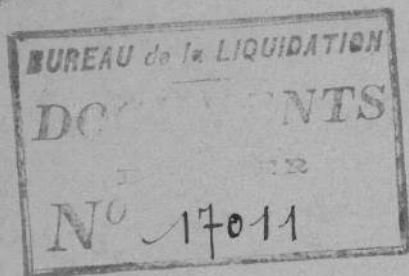


*Centralisation de la
comptabilité intéressant les
services de factage et camionnage*



17.011

241LM 047111
(1939. 1941)

Centralisation de la comptabilité intéressant les services de factage et camionnage

S. N. C. F.

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE
DE LA
COMPTABILITE GENERALE

CLASSEMENT DES DOSSIERS ET DOCUMENTS

du Bureau de la LIQUIDATION

FICHE DE REMPLACEMENT

DOSSIER - N° 1704

INTITULE : Questions diverses. Questions générales. Documentation
Factage et Annexion.

Remplacement aux annexes fait par M.
Zieulssaint pour le service du factage et
Annexion de la Région Ouest. transférés
au "Fonds de roulement des Services"

CLASSE AU DOSSIER N° 11510

REMIS A M

doon du Compt.
Fonds de Roulement
des Services

Le 19

SIGNATURE DE LA PERSONNE

AYANT EFFECTUE LE RETRAIT :

10 MAR 1941

F2 Sig 494

Monsieur le Chef du Service de
l'Exploitation
de la Région du Nord

M. le Directeur du Service Commercial, par lettre lère Division 1/3-4206 du 19 avril 1941, a bien voulu me communiquer copie de vos lettres aux Services de l'Exploitation Est, Sud-Est, Sud-Ouest et au Service Commercial, des 10 et 31 mars 1941, relatives à la centralisation par la Comptabilité de l'Exploitation Nord des opérations intéressant les comptes de factage et de camionnage de la Région Parisienne.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que depuis le 1er janvier 1938 un Service comptable ne pouvant toucher directement un autre Service comptable les écritures visées dans vos lettres précitées, faites à l'initiative des autres Services Exploitation ne peuvent parvenir à votre Service que par l'intermédiaire de la Comptabilité Générale. +

Le Directeur
des Services Financiers,
Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

Signé : METTAS

+ Tout envisageons d'ailleurs de modifier à bref délai sur ce point l'organisation actuelle.

10 MAI 1941

Pr Sig. H34

Monsieur le Chef du Service de
l'Exploitation
de la Région du Nord

M. le Directeur du Service Commercial, par lettre lère Division 1/3-4206 du 19 avril 1941, a bien voulu me communiquer copie de vos lettres aux Services de l'Exploitation Est, Sud-Est, Sud-Ouest et au Service Commercial, des 10 et 31 mars 1941, relatives à la centralisation par la Comptabilité de l'Exploitation Nord des opérations intéressant les comptes de factage et de camionnage de la Région Parisienne.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que depuis le 1er janvier 1938 un Service comptable ne pouvant toucher directement un autre Service comptable les écritures visées dans vos lettres précitées, faites à l'initiative des autres Services Exploitation ne peuvent parvenir à votre Service que par l'intermédiaire de la Comptabilité Générale⁺

Le Directeur
des Services Financiers,

Le Chef de la Division Centrale

de la Comptabilité Générale

Signé : METTAS

+ Ils envisageons d'ailleurs de modifier à bref délai sur ce point l'organisation actuelle.

Paris, le 23 Avril 1941

PROJET

Monsieur le Directeur du Service Commercial

En réponse à votre lettre lère Division 1/3 4206 en date du 19 Avril courant, (à laquelle étaient jointes les copies de celles adressées par Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation de la Région du Nord à votre Service ainsi qu'aux Chefs de l'Exploitation des Régions Est, Sud-Est et Sud-Ouest), faisant suite aux notes F2 2178 BC et F2 238 Liq. en date des 28 Décembre 1940 et 21 Janvier 1941 de mes Services, je vous informe que si nous sommes bien d'accord sur le principe que c'est à la Région Nord qu'il appartient de centraliser toutes les questions budgétaires intéressant le fonctionnement des Services extérieurs de la Région Parisienne, il n'en est pas moins vrai que la Comptabilité Générale conserve dans cette affaire son rôle d'intermédiaire puisque, par application des instructions en vigueur, un Service comptable d'une région ne peut toucher un Service d'une autre Région sans passer par son truchement, ce que semble avoir ignoré Monsieur DEGARDIN dans les notes précitées.

Le Directeur des Services Financiers,

10 MAI 1941

M 011

F2 Sig. 145

Monsieur le Directeur du Service Commercial

Par lettre lere Division 1/3 - 4.206, du 19 Avril 1940 vous avez bien voulu me communiquer copie des lettres de M. le Chef du Service de l'Exploitation de la Région du Nord, à votre Service et aux Services de l'Exploitation des Régions Est, Sud-Est et Sud-Ouest, relatives à la centralisation par la Comptabilité de l'Exploitation Nord des opérations intéressant les comptes de factage et de camionnage de la Région parisienne.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je suis d'accord sur le principe de cette centralisation (ma lettre F2 2.178 B.C., du 28 décembre 1940), mais un service comptable d'une Région ne pouvant dans l'organisation actuelle, toucher directement un Service comptable d'une autre Région, les Services d'Exploitation intéressés ne peuvent adresser leurs factures à l'Exploitation Nord que par l'intermédiaire de la Comptabilité Générale.

Le Directeur des Services Financiers,

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

Signé : METTAS

+ que vous envisagez d'ailleurs de modifier à bref délai sur ce point

10 MAI 1941

F2 Lig. 495

Monsieur le Directeur du Service Commercial

Par lettre lre Division 1/3 - 4.206, du 19 Avril 1940 vous avez bien voulu me communiquer copie des lettres de M. le Chef du Service de l'Exploitation de la Région du Nord, à votre Service et aux Services de l'Exploitation des Régions Est, Sud-Est et Sud-Ouest, relatives à la centralisation par la Comptabilité de l'Exploitation Nord des opérations intéressant les comptes de factage et de camionnage de la Région parisienne.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je suis d'accord sur le principe de cette centralisation (ma lettre F2 2.178 B.C., du 28 décembre 1940), mais un service comptable d'une Région ne pouvant dans l'organisation actuelle, toucher directement un Service comptable d'une autre Région, les Services d'Exploitation intéressés ne peuvent adresser leurs factures à l'Exploitation Nord que par l'intermédiaire de la Comptabilité Générale.

Le Directeur des Services Financiers,
Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

Signé : METTAS

+ que nous envisageons d'ailleurs de modifier à bref délai sur ce point.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE COMMERCIAL

54, Boulevard Haussmann

PARIS - IX^e

Tél. : TRinité 76.00

R. C. Seine 276.448 B

1^{re} DIVISION 1/3

Réf. :



Le

19 AVR. 1941

Avril 1941

Monsieur le Directeur des Services Financiers

Vos références F.2 N° 2.178 B.C. et F.2. Liq. N° 238 B.C. des 16 et 21/1/41.

La Région du Nord m'a fait parvenir la lettre dont je vous remets ci-joint copie.

Je ne puis que vous laisser le soin de régler avec cette région la question des imputations intéressant le chapitre 5, article 3, § I du Budget d'Exploitation.

Le Directeur du Service Commercial,
Le Chef de la Division
des Affaires Générales
et de la Publicité

C O P I E

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Région du Nord
-----Exploitation
-----18, Rue de Dunkerque
-----Paris X°

Paris, le 31 mars 1941.

Monsieur le Directeur du Service Central Commercial

Suite à votre lettre N° 3232 du 26 mars, relative à une question posée par les Services Financiers sur certaines imputations de recettes ou de dépenses intéressant le chapitre 5 - Art. 3 - § I du Budget.

Je n'ai jamais eu connaissance de vos notes N° 731 - 915 et 1577 des 24 et 29 janvier, lesquelles sont parvenues sous pli directement adressé à la Division Commerciale Régionale et ont ainsi échappé au Secrétariat de l'Exploitation.

Au surplus, je ne suis pas d'accord avec les Services Financiers sur la formule envisagée :

M. le Directeur Général ayant décidé de centraliser à la Région Nord toutes les questions budgétaires intéressant le fonctionnement des Services Extérieurs de la région parisienne (votre lettre P. 500 P. du 27 février 1940) c'est auprès des autres Régions qu'il appartient à la Région Nord d'intervenir pour résoudre les problèmes de l'espèce et la Comptabilité Générale n'étant pas intéressée n'a pas à servir d'intermédiaire.

Vous trouverez d'ailleurs ci-jointe la copie de la lettre que j'ai adressée le 10 mars à mes collègues et dont j'estime qu'elle suffit à régler la question qui nous occupe.

Le Chef du Service de l'Exploitation,

signé: Dégardin

C O P I E

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS -

Région du Nord

Paris, le 10 mars 1941

Exploitation
-----18, Rue de Dunkerque
Paris X^e
-----Ex. N.c.t.6
401Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation
de la Région EST - Sud-Est - Sud-Ouest

La Note Générale - Série Organisation de la S.N.C.F. N° 15 A¹⁴ du 31 décembre 1939, a prévu le rattachement à la Région Nord, à compter du 1^{er} janvier 1940, de l'ensemble des Services Extérieurs de la Région Parisienne et M. le Directeur du Service Commercial m'a avisé par sa lettre P. 500 P. du 27 février 1940, dont copie vous a été adressée, que M. le Directeur Général avait décidé de centraliser à la Région Nord toutes les questions budgétaires intéressant le fonctionnement de ces Services.

Or, au cours de l'année 1940, il est apparu dans le Chapitre de Recettes de ces Services des différences entre les chiffres de la Comptabilité Générale et ceux de la Comptabilité de l'Exploitation " Nord "; les chiffres enregistrés par cette dernière ne comprennent pas l'intégralité des sommes encaissées.

D'autre part, au cours de cette même année, votre Région a encore comptabilisé quelques menues dépenses qu'elle a engagées directement et dont la Comptabilité de l'Exploitation " Nord " n'a pas eu connaissance.

Pour remédier à ces inconvénients, je vous serais obligé de vouloir bien donner les instructions utiles pour que toutes les opérations " Recettes et Dépenses " intéressant les comptes de factage et de camionnage de la Région Parisienne soient adressées au Service de l'Exploitation Nord (Comptabilité) qui les centralisera.

Le Chef du Service de l'Exploitation,
signé : DEGARDIN;

COPIE

28 Décembre 1940

F2 N° 2178 BC

1ère Subdivision
Bureau Central

Monsieur le Directeur du Service Commercial,

En réponse à votre lettre lère Division 1/3 n° 4345 du 17 décembre courant, relative aux dépenses imputées au Chapitre V art. 3 § 1 (Services extérieurs Paris), pendant les mois de Janvier à Juillet 1940, j'ai l'honneur de vous informer que la somme de 22 155 000 f, chiffrée en milliers de francs, figurant sur les situations mensuelles de la Comptabilité Générale, s'élève après l'arrêté définitif de nos écritures à 22 156 579 f 90 et se décompose comme suit:

1° - 16 729 943,50 imputés d'après les factures reçues du Service de l'Exploitation Nord,

2° - 5 426 636,40 suivant les indications portées sur les factures mensuelles en provenance des Services Régionaux désignés ci-dessous:

EXPLOITATION EST	461 811,40
EXPLOITATION SUD-EST.....	2 075 510,05
EXPLOITATION SUD-OUEST.....	2 889 314,95

Total égal....5 426 636,40

Ci-joint 4 états donnant le détail des factures par Régions d'origine.

Je vous serai très obligé de vouloir bien me faire savoir s'il y a lieu de demander aux Services Régionaux de ne plus faire figurer le § 1 de l'art. 3 du Chap. V sur leurs factures mensuelles, mais de nous adresser les opérations concernant ce paragraphe par factures distinctes pour les répercuter au Service de l'Exploitation Nord.

Je dois ajouter que les situations mensuelles que nous vous adressons donnent les dépenses par Services et par Régions.

Signé: METTAS

COPIE

21 Janvier 1941

F2 Liq. n° 238

Monsieur le Directeur du Service Commercial,

En réponse à votre lettre lère Division 1/3 n° 236 du 9 janvier, faisant suite à celle n° 4345 du 17 décembre dernier relative aux dépenses imputées au Chap. V art. 3 § 1 (Services extérieurs Paris) pour laquelle nous vous avons fait parvenir le détail par lettre n° 2178 du 16 janvier courant, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, un état complémentaire concernant les sommes imputées au dit compte pendant les mois d'Août à Novembre 1940.

Ci-joint également le détail des recettes correspondantes imputées au Chap. 2 art. 5 § 1 de Janvier à Novembre 1940.

P. Le Directeur des Services Financiers,

Signé: METTAS

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

D

Gen. not. Reg. Paris
NOTE GÉNÉRALE

17011
D 65

Paris, le 31 décembre 1939.

1 exemplaire
2/1020
N° 17.011

**RATTACHEMENT A LA RÉGION DU NORD,
A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 1940
DES SERVICES EXTÉRIEURS DE LA RÉGION PARISIENNE**

A — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

A partir du 1^{er} janvier 1940, la Région du Nord (Service de l'Exploitation) sera chargée des Services Extérieurs de la Région Parisienne, qui comprennent :

- 1° — le Service des Bureaux de Ville de Paris ;
- 2° — les services de factage, de camionnage et de transit de Paris, ainsi que la desserte des gares et des Bureaux de Ville dans Paris et la banlieue ;
- 3° — le Service des voitures de gares et de jonction dans Paris ;
- 4° — le Service des bagages à domicile dans Paris et la proche banlieue.

La gestion du Service est confiée au Service de l'Exploitation de la Région du Nord (Division Commerciale) qui, ayant sous son autorité l'organisme d'exécution défini ci-dessous, est chargé, suivant les directives du Service Commercial Central, des études commerciales et techniques concernant les Services Extérieurs de la Région Parisienne et des rapports avec les entrepreneurs qui assurent, pour le compte du Chemin de fer, certains de ces Services.

L'organisme d'exécution, dont le siège est actuellement 18, rue de Dunkerque, dans les bureaux du Service Régional Nord et qui constitue un Arrondissement d'Exploitation, comprend trois Sections :

1° — La Section « Bureaux de Ville », 27, rue de l'Echiquier, qui est chargée de la gérance des bureaux de Ville de Paris et de la banlieue, des Bureaux privés du Livre (4, rue Félibien, Paris), de Félix POTIN (131, rue de Flandre, Paris) et des Galeries Lafayette (147, av. du Docteur-Durand, Arcueil, ainsi que des gares G.V. de la ligne de Courcelles-Ceinture à Auteuil-Boulogne.

2° — La Section « Entreprises de factage/camionnage et des Correspondances Voyageurs », 18, rue de Dunkerque, qui est chargée :

a) de veiller au bon fonctionnement des services confiés à des entreprises : factage et camionnage des Régions autres que l'Ouest, voitures de gares et de jonction, bagages à domicile;

b) d'assurer, en ce qui concerne le factage et le camionnage, la liaison des services confiés à des entreprises avec l'exploitation directe de la Région de l'Ouest d'une part, avec les gares têtes de ligne des autres Régions d'autre part, auprès desquelles elle est représentée par un délégué faisant fonctions de Chef de Factage/Camionnage ;

c) d'opérer entre les Services des diverses Régions les mutations de camions rendues nécessaires pendant les hostilités par les réquisitions et par les importantes fluctuations du trafic :

3° — La section « Factage/Camionnage de la Région de l'Ouest » qui, constituée par le Service d'exploitation directe de cette Région, est maintenue à son siège actuel, Gare St-Lazare, et dans son rôle actuel, mais est entièrement rattachée à la Région du Nord.

Les Régions autres que la Région du Nord conservent la direction et la gestion de leur personnel d'exécution des gares travaillant en liaison avec les Services de Factage/Camionnage, des voitures de gares et de jonction, et des bagages à domicile. La Région du Nord recueille, par l'intermédiaire de sa Division Commerciale ou de l'Organisme d'exécution — suivant l'importance ou l'urgence des questions — toutes les remarques ou suggestions utiles faites par les autres Régions sur le fonctionnement des Services.

Les Régions autres que la Région du Nord ont la charge de l'instruction et du règlement des réclamations relatives aux transports de ou pour leurs lignes ayant emprunté les Services Extérieurs de Paris. La Région du Nord fournit aux autres Régions tous les renseignements que celles-ci estimeront nécessaires à l'examen des réclamations touchant le fonctionnement des dits Services Extérieurs.

B — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1° — Le personnel cédé par les Régions et affecté aux 2° et 3° Sections des Services Extérieurs sera obligatoirement muté à la Région du Nord à partir du 1^{er} janvier 1940.

2° — L'ensemble des trois Sections constituant l'organisation d'exécution des Services Extérieurs sera placé sous l'autorité d'un Inspecteur Principal, à qui seront dévolues les attributions de Chef d'Arrondissement, notamment pour ce qui concerne la gestion des effectifs et l'administration du personnel.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

Fcr
BUREAU de la LIQUIDATION
DOCUMENTS
DOSSIER
N° 5000 LIVRES A
MIS A

D^e N° 17011

AVIS GÉNÉRAL
HORS-SÉRIE SERVICES FINANCIERS-GARES N° 1
destiné aux gares des Régions Est, Nord et Sud-Est

Paris, le 7 Mars 1940.

Col

Nm
62

DISPOSITIONS COMPTABLES
APPLICABLES AUX TRANSPORTS DE COMBUSTIBLES
DOMICILE AU MOYEN DE CAMIONS DE L'AUTORITÉ MILITAIRE
MIS A DISPOSITION PAR LE SERVICE DES PONTS ET CHAUSSEES.

ARTICLE 1^{er}. - Dispositions Générales.

Les gares ont reçu des instructions de leur Région au sujet des expéditions de combustibles qui, dans certains cas déterminés, peuvent être livrées au magasin du destinataire, soit par l'intermédiaire de la gare destinataire, soit par celui d'une gare de passage où le wagon transporteur a été arrêté, au moyen de camions militaires mis à disposition par le Service départemental des Ponts et Chaussées, auquel les sommes encaissées au titre de camionnage doivent être ultérieurement versées sur présentation d'une facture.

Les dispositions comptables à appliquer pour l'exécution de ces transports sont exposées ci-après.

I - LIVRAISON A DOMICILE
PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA GARE DESTINATAIRE DES COMBUSTIBLES.

ARTICLE 2. - Encaissement et comptabilisation des frais de livraison.

Les frais de livraison à domicile :

- décomptés aux conditions du tarif de camionnage lorsque la localité destinataire est normalement desservie à domicile,
- calculés d'après des tarifs spéciaux indiqués aux gares par le Service de l'Exploitation dans le cas contraire,

sont encaissés du destinataire des envois de combustibles en même temps que les autres frais qui peuvent grever le transport.

Le montant de ces frais est inscrit sur le récépissé au destinataire au-dessous du port dû, en regard de la rubrique "Camionnage".

En attendant le règlement au Service des Ponts et Chaussées des sommes encaissées des destinataires pour la livraison à domicile, les gares prennent charge de ces encaissements au compte des "Débits attendus".

II - LIVRAISON A DOMICILE PAR L'INTERMEDIAIRE D'UNE GARE DE PASSAGE
OU LE WAGON TRANSPORTEUR A ETE ARRETE.

ARTICLE 3. - Frais de livraison à domicile.

Lorsque, après entente avec le destinataire des combustibles, la livraison à domicile est effectuée par l'intermédiaire de la gare d'arrêt du wagon transporteur, les frais de camionnage sont calculés d'après des tarifs spéciaux indiqués aux gares par le Service de l'Exploitation. Ces frais sont encaissés du destinataire et comptabilisés aux "Débits attendus" en attendant leur versement au Service départemental des Ponts et Chaussées.

ARTICLE 4. - Frais de transport.

L'encaissement des taxes de transport et autres frais qui peuvent grever l'expédition (débours, remboursement, etc...) incombe également à la gare d'arrêt.

A cet effet, cette dernière avise la gare destinataire (1), d'après les renseignements figurant sur la feuille de chargement, que l'expédition considérée doit être livrée par ses soins et lui demande l'envoi des écritures correspondantes.

Dès réception de cette demande, la gare destinataire, qui a pris charge de l'expédition dès réception des écritures, opère comme suit :

Aussi bien pour les envois en port payé que pour ceux en port dû, la prise en charge sur le compte des arrivages C.C. 311 est maintenue. La mention " Envoi livré par la gare de..... - Note n°..... du..... " est portée en regard de l'inscription correspondante, ainsi que sur la déclaration d'expédition.

Si l'expédition a été faite en port payé, et n'est grevée d'aucun frais à encaisser à l'arrivée, la gare destinataire se borne à adresser, sous enveloppe fermée, le récépissé au destinataire à la gare chargée de la livraison.

Si, au contraire, l'envoi a été effectué en port dû ou comporte des frais à encaisser à l'arrivée, elle envoie le récépissé au destinataire à la gare chargée de la livraison contre reprise en débours du montant de son découvert.

Si l'expédition est grevée de remboursement, la gare destinataire primitive prend charge du remboursement dans la forme ordinaire sur son compte C.C. 321 et fait reprise du montant du remboursement sur la gare chargée de la livraison, avis d'encaissement à l'appui. Elle annote en conséquence le compte des remboursements reçus C.C. 321.

La gare d'arrêt n'a pas à prendre charge de l'expédition sur son compte C.C. 311 ni, le cas échéant, du remboursement sur son compte C.C. 321, puisque les sommes correspondantes sont comprises dans la reprise qui lui a été adressée par la gare destinataire primitive.

Si l'expédition n'est grevée d'aucun frais de transport, elle remet le récépissé au destinataire sans modifier le montant du port payé mais en portant sur

cette pièce la mention "Livré à domicile par la gare de.....", appuyée de son timbre à date (1). Elle inscrit également, sur le récépissé, le montant des frais de livraison à domicile qu'elle encaisse du destinataire.

En cas d'expédition en port dû, la gare de livraison rectifie sur le récépissé la taxe appliquée en ne décomptant que les frais de transport afférents au parcours effectué par le wagon. Elle encaisse du destinataire le montant de ces frais, y compris les frais de livraison à domicile qui sont inscrits par elle sur les écritures. La mention "Livré à domicile par la gare de.....", appuyée du timbre à date, est, en outre, portée sur le récépissé.

Pour se couvrir de la différence entre la taxe de transport primitivement décomptée et celle réellement encaissée, la gare d'arrêt se crédite par transfert comptable sur la Division Commerciale (Détaxes) de sa Région. Ce transfert, auquel est annexée une copie certifiée conforme du récépissé, est effectué à la date et dans les conditions prévues pour l'envoi des pièces de crédit régularisées à verser à la Division Commerciale de la Région.

Bien entendu, si l'expédition est grevée d'un remboursement, la gare d'arrêt qu'il s'agisse d'une expédition en port payé ou en port dû, procède à l'encaissement du remboursement à la livraison et renvoie directement l'avis d'encaissement, complété comme il convient, à la gare chargée du paiement ou au Contrôle des Recettes, suivant le cas.

ARTICLE 5. - Avis à donner à la gare expéditrice.

Avis de la livraison de l'envoi est donné par la gare d'arrêt à la gare expéditrice. Cette dernière annote en conséquence son compte C.C. 307 ainsi que la souche de l'expédition considérée en vue de lui permettre, le cas échéant, d'instruire la demande de détaxe présentée par l'expéditeur, lorsque l'envoi arrêté a été effectué en port payé.

La gare expéditrice annote également, s'il y a lieu, son bordereau d'émission des remboursements C.C. 320

Le Directeur des Services Financiers,

BROCHU.

(1) au besoin, par dépêche, confirmée par note.

(1) Le cas échéant, l'excédent de taxe perçu au titre port payé sera remboursé à l'expéditeur par voie de détaxe.